

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/12059
23 avril 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATED DU 22 AVRIL 1976, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA TURQUIE AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre, datée du
22 avril 1976, qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant de
l'Etat fédéré turc de Chypre.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Ilter TURKMEN

Annexes

Lettre datée du 22 avril 1976, adressée au Secrétaire général
par M. Nail Atalay

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre, datée du 9 avril 1976, qui vous est adressée par S. Exc. M. Rauf R. Denktas, président de l'Etat fédéré turc de Chypre.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel du Conseil de sécurité.

Le représentant de l'Etat fédéré turc
de Chypre,

(Signé) Nail ATALAY

/...

Lettre datée du 9 avril 1976, adressée au Secrétaire général
par M. Rauf R. Denktas

La lettre de M. Zenon Rossides, datée du 30 mars 1976, qui a été distribuée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/12032, vient d'être portée à mon attention.

Les allégations continuelles de M. Rossides selon lesquelles la Turquie a entrepris d'établir une base militaire à Chyrc sont totalement dénuées de fondement. Les propagandistes grecs ont apparemment fabriqué ce mensonge grotesque pour donner à M. Zenon Rossides de nouveaux prétextes pour poursuivre, à la manière de Don Quichotte, ses attaques contre la Turquie et les dirigeants turcs, dont la seule faute a été de protéger et de défendre l'indépendance dans l'association binationale que les dirigeants chypriotes grecs tentent, de leurs camps divisés, de détruire depuis 12 ans.

Les éléments sur lesquels M. Rossides a essayé de fonder sa cause contre la Turquie étant imaginaire et inexistant, il ne sera guère nécessaire d'y répondre en détail. Je m'efforcerai donc de rétablir la vérité de manière aussi brève que possible.

Etant donné qu'aucune activité visant à établir une base militaire n'est en cours, il va sans dire qu'il n'y a pas d'expulsion de population dans la zone en question.

M. Rossides semble être exaspéré par l'idée que la communauté chypriote turque (que les dirigeants de M. Rossides ont essayé d'éliminer de Chypre par la force des armes et par des sanctions économiques et administratives inhumaines pendant 12 ans) peut faire plaider sa cause par le représentant de l'Etat fédéré turc de Chypre. Ce n'est pas notre faute si M. Rossides refuse de regarder en face les réalités de la situation à Chypre. L'Etat fédéré turc est tout autant une réalité à Chypre que le "gouvernement" au nom duquel il prétend parler. Plus tôt M. Rossides et ses dirigeants accepteront cette réalité (qui a été instituée à la suite de leurs tentatives inhumaines de détruire la République de Chypre aux dépens de la communauté chypriote turque, qui en est la cofondatrice), plus grandes seront les chances d'aboutir à un règlement négocié.

M. Rossides prétend qu'il n'y a pas de Fédération à Chypre et conclut qu'un "tel Etat fédéré n'a jamais été reconnu, en un mot qu'il n'existe pas". Nous laisserons M. Rossides continuer à faire des rêves vides à ce sujet, mais nous avons le devoir de souligner que la communauté chypriote turque n'est pas une minorité ethnique à Chypre, mais l'une des communautés nationales ayant institué la République indépendante de Chypre sur une base d'une égalité convenue d'un commun accord avec la communauté chypriote grecque que M. Rossides représente. La juridiction de l'Etat fédéré turc de Chypre couvre tout le territoire de cet Etat, et M. Rossides n'a pas compétence pour parler des affaires de l'Etat fédéré.

/...

Il est extrêmement présomptueux de sa part de parler pour les Chypriotes turcs et en leur nom. Les événements des dernières années démentent que, comme il l'allègue, l'objectif principal des Turcs a été de susciter divisions et confrontations dans l'espoir de provoquer un partage de l'île. Le représentant de la communauté chypriote grecque paraît navré que ses dirigeants (les auteurs du tristement célèbre plan Akritas) n'aient pu éliminer les "divisions" à Chypre en réduisant au silence, le plus rapidement possible, tous les Chypriotes turcs. M. Rossides paraît tout aussi navré de constater que les Chypriotes turcs qui ont été contraints de quitter Chypre à cause du terrorisme chypriote grec et de la discrimination économique peuvent maintenant rentrer dans leurs foyers sans être importunés ou brutalisés par les hommes de main grecs. M. Rossides oublie également que tout ce qui s'est produit à Chypre tient à ce que les principes fondamentaux du droit international et de la Charte ont été bafoués par les dirigeants chypriotes grecs, clairement condamnés dans les nombreux rapports présentés par le Secrétaire général au Conseil de sécurité, pour des actes de génocide délibérés à l'encontre des Chypriotes turcs entre 1963 et 1967 et d'autres actes qui seraient considérés comme des actes de sauvagerie dans les annales de tout pays décent et civilisé.

La tâche consistant à rétablir le respect humain, la normalité et la paix à Chypre, que les dirigeants chypriotes grecs ont virtuellement annihilés au cours des années, se poursuit encore aujourd'hui.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document du Conseil de sécurité.

Le représentant de l'Etat fédéré
turc de Chypre,

(Signé) Rauf R. DENKTAS

